AW

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 43.651/2
DU 29 OCTOBRE 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 2 octobre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "organisant la procédure de communication des différences constatées entre les informations du Registre national des personnes physiques et celles des registres visés à l'article 2 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

1. Aux termes de l'article 2 de l'arrêté en projet,

> "la communication au Service du Registre national des personnes physiques comprend l'identité de son auteur, la différence constatée entre les informations visées à l'article 1er ainsi que les justificatifs éventuels destinés à arbitrer les informations divergentes".

Cette disposition appelle deux questions.

1.1. La section de législation du Conseil d'État se demande quelle est la portée exacte des termes "arbitrer les informations divergentes".

À cet égard, le fonctionnaire délégué a précisé ce qui suit :

> "Le terme «arbitrer» mentionné à l'article 2 signifie qu'il convient de déterminer, après évaluation, l'information exacte à prendre en considération. Le membre de phrase «destinés à arbitrer les informations divergentes» pourrait être remplacé par «destinés à déterminer les informations exactes à prendre en considération».

Des instructions seront données, sous la forme d'une circulaire, aux communes et au service public fédéral Affaires Étrangères en vue d'expliciter la procédure de rectification des informations à mettre en œuvre. Ladite procédure sera confiée aux communes et au S.P.F. Affaires Étrangères, c'est-à-dire aux instances assurant la gestion des dossiers de population.

Le Service du Registre national se borne à un rôle d'intermédiaire dans la transmission des informations aux communes et au service public fédéral Affaires Étrangères.

Le Service du Registre national n'envisage pas d'empiéter sur les compétences de l'Officier de l'État civil ou du responsable de la mission diplomatique ou du poste consulaire qui devront décider en la matière".

Il résulte, d'une part, des explications qui précèdent qu'il convient de retenir la modification de texte proposée par le fonctionnaire délégué parce qu'elle correspond plus justement au pouvoir que le Roi tient de l'article 4 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Les intentions de l'auteur du projet, telles que les a précisées le fonctionnaire délégué, doivent, d'autre part, figurer dans le rapport au Roi. Il doit, en effet, être clair que la procédure de vérification des données qui sera mise en oeuvre lorsqu'une personne signale au Registre national une différence entre les données enregistrées dans ce registre et celles que comportent les registres énumérés à l'article 2 de la loi du 8 août 1983, précitée, et la décision qui sera prise sur la base de cette procédure relèvent de la seule compétence des autorités chargées de la tenue des registres ainsi énumérés. Il va de soi que les instructions qui seront données à cet égard ne pourront ni ajouter ni retrancher aux compétences de ces autorités.

1.2. Le libellé de l'article 2 faisant référence à des "justificatifs éventuels", la section de législation du Conseil d'État s'interroge quant à savoir ce sur quoi les autorités chargées de la tenue des registres énumérés à l'article 2 de la loi du 8 août 1983, précitée, vont se fonder pour procéder à la vérification des données et prendre leur décision si aucun justificatif n'appuie la communication faite en application de l'article 1er du projet. Le rapport au Roi illustrera par quelques exemples les cas dans lesquels une communication peut être valablement faite et, partant, prise en considération alors qu'aucun justificatif n'est produit.

2. En vertu de l'article 3, l'arrêté en projet entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au Moniteur belge.

Pareille règle d'entrée en vigueur présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informé, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1er, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Il y a lieu de vérifier, dans ces conditions, s'il est bien nécessaire de prévoir une disposition particulière d'entrée en vigueur.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.651/2
VAN 29 OKTOBER 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 oktober 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de procedure voor het mededelen van de verschillen die vastgesteld worden tussen de informatiegegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen en die van de registers bedoeld in artikel 2 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Luidens artikel 2 van het ontworpen besluit

> "(omvat) de mededeling aan de Dienst van het rijksregister van de natuurlijke personen (...) de identiteit van de auteur van de mededeling, het verschil dat vastgesteld werd tussen de informatiegegevens bedoeld in artikel 1, alsmede de eventuele bewijsstukken bestemd om de uiteenlopende informatiegegevens te beoordelen".

Bij die bepaling rijzen twee vragen.

1.1. De afdeling wetgeving van de Raad van State vraagt zich af wat de precieze strekking is van de woorden "de uiteenlopende informatiegegevens [...] beoordelen".

In dat verband heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende verduidelijkt :

"Le terme «arbitrer» mentionné à l'article 2 signifie qu'il convient de déterminer, après évaluation, l'information exacte à prendre en considération. Le membre de phrase «destinés à arbitrer les informations divergentes» pourrait être remplacé par «destinés à déterminer les informations exactes à prendre en considération».

Des instructions seront données, sous la forme d'une circulaire, aux communes et au service public fédéral Affaires Étrangères en vue d'expliciter la procédure de rectification des informations à mettre en œuvre. Ladite procédure sera confiée aux communes et au S.P.F. Affaires Étrangères, c'est-à-dire aux instances assurant la gestion des dossiers de population.

Le Service du Registre national se borne à un rôle d'intermédiaire dans la transmission des informations aux communes et au service public fédéral Affaires Étrangères.

Le Service du Registre national n'envisage pas d'empiéter sur les compétences de l'Officier de l'État civil ou du responsable de la mission diplomatique ou du poste consulaire qui devront décider en la matière."

Enerzijds blijkt uit de voorgaande uitleg dat moet worden gekozen voor de tekstwijziging die de gemachtigde ambtenaar voorstelt, omdat die beter aansluit bij de bevoegdheid die de Koning ontleent aan artikel 4 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Anderzijds moeten de bedoelingen van de steller van het ontwerp, zoals die door de gemachtigde ambtenaar zijn verduidelijkt, in het verslag aan de Koning staan. Het moet immers duidelijk zijn dat de procedure die zal worden gevolgd om gegevens na te gaan wanneer iemand het rijksregister attent maakt op een verschil tussen de gegevens vervat in dat register en de gegevens vervat in de registers opgesomd in artikel 2 van de voormelde wet van 8 augustus 1983, alsook de beslissing die zal worden genomen op basis van die procedure uitsluitend tot de bevoegdheid behoren van de instanties die belast zijn met het bijhouden van de aldus opgesomde registers. Uiteraard kunnen de instructies die in dat verband zullen worden gegeven, niets toevoegen of afdoen aan de bevoegdheden van die instanties.

1.2. Aangezien in de bewoordingen van artikel 2 verwezen wordt naar "eventuele bewijsstukken", vraagt de Raad van State, afdeling wetgeving, zich af waarop de instanties die belast zijn met het bijhouden van de registers opgesomd in artikel 2 van de voormelde wet van 8 augustus 1983 zich zullen baseren om de gegevens na te gaan en om een beslissing te nemen als de mededeling gedaan met toepassing van artikel 1 van het ontwerp door geen enkel bewijsstuk wordt gestaafd. In het verslag aan de Koning moet aan de hand van enkele voorbeelden worden verduidelijkt in welke gevallen een mededeling geldig kan worden gedaan en bijgevolg in aanmerking kan worden genomen hoewel er geen enkel bewijsstuk is overgelegd.

2. Krachtens artikel 3 treedt het ontworpen besluit in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Zulk een regeling van inwerkingtreding heeft het nadeel dat, indien het ontworpen besluit op het einde van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe wordt voorgeschreven bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Bijgevolg moet worden nagegaan of een bijzondere bepaling van inwerkingtreding wel noodzakelijk is.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouwen	M.	BAGUET,	
	B.	VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS